1. ACCEPTATION

Les commandes passées par le client sont soumises aux présentes conditions générales d'achat. Aucune condition particulière du fournisseur ne peut, sauf acceptation formelle et écrite du client, prévaloir contre les présentes conditions générales d'achat. En cas de contradiction, sur une clause entre les présentes conditions générales d'achat et les conditions générales de vente du fournisseur, la clause concernée sera considérée comme nulle et non avenue, sans que, pour le surplus, la validité de la commande ne puisse être remise en cause. A défaut de réserves formulées par écrit dans un délai de 10 jours, la présente commande sera considérée comme acceptée par le fournisseur.

2. LIVRAISON/EXPEDITION

Chaque article sera convenablement emballé, marqué, et expédié en accord avec les usages des transporteurs afin de supporter des frais minima. Sauf stipulations contraires au recto de la présente, les expéditions seront faites franco de port et d'emballage. Un bordereau d'expédition rappelant le numéro et la date de la commande ainsi que la désignation des marchandises et leurs références devra accompagner chaque envoi. La date de livraison portée sur la commande est celle de l'arrivée des fournitures dans l'un des établissements du client. La date d'arrivée des marchandises faisant foi, sera celle de leur prise en charge par les services de réception du client.

3. TRANSFERT DE PROPRIETE ET DE RISQUES

Le transfert de propriété des fournitures s'opère conformément aux textes en vigueur. Le transfert des risques a lieu à la réception quantitative et qualitative dans un établissement du client ou à défaut à la livraison dans un desdits établissements.

4. PRIX

Sauf stipulations contraires, les prix mentionnés sur les commandes s'entendent fermes, définitifs et non révisables, ils sont indiqués hors taxes.

La devise de facturation est indiquée sur le recto de la présente.

5. CONDITIONS DE REGLEMENT

Sauf stipulations contraires au recto de la présente, les règlements sont effectués par chèque ou par virement à 60 jours le 5ème jour du mois suivant à réception de facture.

Aucune commande ne sera payée avant la livraison des marchandises.

Le client se réserve le droit de ne pas payer les acomptes liés à des livraisons partielles, dues à la seule initiative du fournisseur.

6. FACTURATION

Les factures doivent être adressées à l'adresse indiquée sur le recto de la présente.

Le client n'accepte aucune responsabilité pour toute commande faite sans un écrit émanant de lui-même.

Le numéro de commande du client est à rappeler sur toutes les lettres, factures, bons de livraisons, etc., se rapportant à cette commande.

7. CESSION DE CREANCES

Le fournisseur s'interdit de céder la créance née à la suite de l'exécution de la commande du client à tout tiers quel qu'il soit.

8. SOUS-TRAITANCE

Le fournisseur s'engage à ne pas sous-traiter tout ou partie de la commande, sans un accord préalable et écrit de la part du client.

9. OBLIGATIONS

S'agissant d'une commande de travaux ou de services, la responsabilité civile du fournisseur doit être garantie dans tous les cas par un contrat d'assurance souscrit auprès d'une ou de plusieurs compagnies d'assurance notoirement solvables. Le fournisseur s'engage à en justifier à première demande du client.

S'agissant d'une commande de pièces ou de produits, le fournisseur doit indiquer sur la facture et sur le bon de livraison le pays d'origine des pièces ou des produits livrés, en accord avec la définition de l'origine donnée par la réglementation en vigueur. Le fournisseur indemniser le client de tous frais et préjudices qui seraient encourus par lui à la suite de déclarations fausses ou inexactes quant au pays d'origine des pièces ou produits livrés.

10. INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Le client considère que toutes les informations, de quelque nature que ce soit, dont le fournisseur aura eu connaissance dans le cadre de la présente commande sont confidentielles et ne pourront être divulguées à quiconque. Le fournisseur prendra toutes dispositions utiles afin d'éviter que des renseignements commerciaux ou techniques concernant les commandes et les appels d'offres du client ne soient communiqués, même fortuitement à des tiers.

11. BREVETS/DOCUMENTS TECHNIQUES

Tous dessins, spécifications et autres documents techniques ou informations fournis par le client resteront sa propriété et ne seront pas divulgués à d'autres, ou utilisés pour des fabrications autres que celles de la commande du client sans avoir obtenu préalablement l'autorisation écrite du client. Les documents techniques tels cahiers des charges, descriptifs, etc., sont réputés être acceptés sans réserve par le fournisseur lors de la commande.

Le fournisseur accepte d'indemniser le client contre tous préjudices pouvant résulter d'une action en contrefaçon introduite par un tiers ayant un rapport avec l'usage ou la vente des fournitures au titre de cette commande, séparément ou assemblés selon les spécifications ou recommandations du client, à moins que ces fournitures ne soient spécialement fabriquées pour ce client, à partir des plans établis par ce dernier. En cas de commande concernant une oeuvre susceptible de faire l'objet de droits de propriété intellectuelle, créée spécifiquement pour les besoins des présentes, l'acceptation de la commande implique la cession au client de tous les droits de propriété intellectuelle sur l'oeuvre objet de la commande.

A ce titre, le fournisseur cède au client les droits de reproduction, d'adaptation, d'exploitation et de représentation sur l'oeuvre spécifiquement créée. Cette cession, consentie à titre exclusif, s'entend pour tous pays, tous domaines et produira ses effets pendant toute la durée de protection des droits telle qu'elle ressort de la législation sur la propriété intellectuelle en vigueur. Le coût de cette cession de droits est inclus de manière forfaitaire et définitive dans le montant indiqué au recto des présentes.

12. PUBLICITE

Le fournisseur s'engage à n'exposer sous quelque forme que ce soit les produits et les pièces fabriqués suivant les dessins, plans, modèles ou spécifications techniques communiqués par le client qu'avec l'autorisation préalable écrite de ce dernier.

13. RESILIATION

En cas de défaillance du fournisseur, le client se réserve le droit d'annuler ou de résilier sa commande en tout ou partie, sans préjudice de dommages et intérêts et ce après mise en demeure, expédiée par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 10 jours calendaires, restée sans effet.

14. INCOMPATIBILITE

Dans l'éventualité où l'une des clauses ci-dessus serait contraire à l'une des clauses mentionnées au recto de cette commande, la clause mentionnée au recto prévaudrait sur celle figurant aux présentes conditions générales.

15. ETHIQUE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

LE PRESTATAIRE accepte de se conformer pleinement et à tout moment aux lois et réglementations, notamment mais sans s'y limiter, aux lois anti-corruption. LE PRESTATAIRE confirme qu'il n'a pas et s'engage à ne pas, dans le cadre de ce Contrat, directement ou indirectement, faire, promettre, autoriser, ratifier, proposer ou prendre toutes mesures en faveur d'un paiement ou d'un transfert de biens de valeurs aux fins d'influencer, inciter ou récompenser tout acte, omission ou décision de conférer un avantage indu ; ou d'obtenir une assistance induue pour lui ou GSK dans l'attribution ou le renouvellement d'un marché, ou de quelque façon que ce soit, avec pour objectif ou effet de caractériser une corruption d'agent public ou privé. LE PRESTATAIRE garantit par la mise en place de mesures raisonnables, le respect de ces règles par tous les sous-traitants, agents ou toute autre tierce partie soumise à son contrôle ou à son influence déterminante. Pour éviter tout doute, cela inclut les facilitations de paiements non-officielles et indues, les paiements de petits montants ou des cadeaux offerts à des responsables du gouvernement afin d'assurer ou d'accélérer une procédure régulière ou une action nécessaire requise légalement.

GSK pourra résoudre immédiatement le Contrat par lettre recommandée avec avis de réception, si LE PRESTATAIRE manque à ses obligations prévues à l'article X ci-dessus. LE PRESTATAIRE ne pourra prétendre à aucun recours en indemnisation contre GSK pour toutes pertes, de quelque nature que ce soit, qui pourraient résulter de la résolution du Contrat en vertu de cet article.

LE PRESTATAIRE ne devra contacter ou rencontrer délibérément aucun Agents Publics dans l'optique de traiter des activités découlant du Contrat ou en relation avec le Contrat, sans consentement écrit préalable de GSK et, si exigé par GSK, uniquement en présence d'un représentant désigné par GSK. Aux fins du présent Contrat « Agents Publics » signifie : (a) tout fonctionnaire ou employé d'un gouvernement ou de tout département, agence ou entité dépendant du gouvernement (ce qui inclut les entreprises publiques et les entités détenues ou contrôlées par l'état) ; (b) tout fonctionnaire ou employé d'une organisation internationale telle que la Banque Mondiale ou les Nations Unies ; (c) tout fonctionnaire ou employé d'un parti politique ou tout candidat à un mandat publique ; (d) toute personne considérée comme un représentant ou agent du gouvernement en vertu de la loi locale (incluant les lois anti-corruption) et non encore visée ci-dessus et/ou (e) toute personne agissant à titre officiel au nom et pour le compte d'une des personnes mentionnées ci-dessus. Le terme « Public » comprenant tous les niveaux et subdivisions de l'administration, ex : local, régional, national, administratif, législatif, exécutif ou judiciaire et famille royale ou dirigeante)

LE PRESTATAIRE devra informer GSK par écrit, si, durant l'exécution du Contrat, il est reconnu coupable d'une infraction pénale (en particulier d'une infraction liée à une fraude ou à une corruption), s'il fait l'objet d'une enquête pour de telles infractions, ou s'il fait l'objet d'une inéligibilité, exclusion, suspension partielle, temporaire ou permanente à un programme mis en place par l'Etat ou une autorité publique.

LE PRESTATAIRE déclare et garantit que, sous réserve des informations écrites transmises à GSK avant l'entrée en vigueur du Contrat : (1) il ne détient aucun intérêt qui, directement ou indirectement, s'oppose à l'exécution parfaite, intégrale et éthique du Contrat; (2) il informera GSK par écrit dans les meilleurs délais, de tout conflit d'intérêt qui pourrait survenir durant l'exécution du Contrat ; et (3) il maintiendra son indépendance dans ses relations avec l'ensemble des tiers avec lesquels il traite au nom ou pour le compte de GSK dans le cadre de l'exécution du Contrat.

GSK a le droit, durant l'exécution du Contrat, de réaliser un audit des activités de LE PRESTATAIRE relatif à l'exécution du présent Contrat afin de s'assurer de la conformité aux termes du présent article. LE PRESTATAIRE s'engage à coopérer pleinement à cet audit dont l'étendue, les modalités, la méthode, la nature et la durée seront déterminées à la seule discrétion de GSK.

LE PRESTATAIRE s'assure que toutes les transactions effectuées dans le cadre du Contrat sont comptabilisées fidèlement et correctement dans ses livres comptables et registres, et que chaque document sur lequel les écritures de ces livres et registres sont basées est complet et exact. LE PRESTATAIRE doit maintenir un système de contrôle comptable interne destiné à éviter que des transactions ne soient pas comptabilisées.

LE PRESTATAIRE accepte que GSK puisse divulguer l'ensemble des informations relatives à une violation potentielle des dispositions du présent article, à tout moment et pour quelque raison que ce soit, à toutes autorités publiques, agences d'Etat ou organismes compétents, et aux personnes que GSK estime légitime à connaître lesdites informations.

LE PRESTATAIRE devra dispenser une formation sur l'éthique et la lutte contre la corruption aux membres de son personnel concernés, à tous sous-traitants qui pourraient être concernés, agissant pour le compte de GSK ou interagissant avec des Agents Publics dans le cadre des services réalisés pour GSK. Le PRESTATAIRE devra permettre à GSK d'évaluer la formation afin de déterminer si celle-ci est conforme aux standards de GSK et devra dispenser, le cas échéant, une formation supplémentaire à la demande de GSK. Le PRESTATAIRE à la demande de GSK, devra certifier que la formation sur l'éthique et la lutte contre la corruption a été dispensée.

16. DONNEES PERSONNELLES

Le fournisseur doit exécuter ses obligations en vertu du présent Contrat de manière à respecter, et de permettre au Client de se conformer à toutes les obligations qui peuvent lui être imposées en vertu de toute législation pertinente de protection des données personnelles et règlements. En particulier, le fournisseur doit : Se conformer en tout temps à la législation nationale applicable en matière de protection des données et vie privée, notamment se conformer aux dispositions de la loi organique n°2004-63 du 27 juillet 2004 portant sur la protection des données à caractère personnel ; Sans limiter la généralité de ce qui précède, de maintenir toutes les notifications nécessaires ou des enregistrements en vertu de la législation locale en vigueur. Le fournisseur confirme qu'il ne divulguera pas des données personnelles au Client en vertu du présent Accord. Le fournisseur autorise expressément par le présent Contrat CLIENT à collecter pour les besoins de la gestion de nos relations avec les fournisseurs et à traiter en conformité avec loi organique n°2004-63 du 27 juillet 2004 portant sur la protection des données à caractère personnel (*ci-après la « Loi »*) les données à caractère personnel le concernant (*ci-après les « Données »*) et à transférer à la maison mère de la Société, à l'une de ses filiales ou tout prestataire ou sous-traitant de la Société les Données dans le respect des dispositions de la loi organique n°2004-63 du 27 juillet 2004 portant sur la protection des données à caractère personnel. Le fournisseur est informé de son droit à l'information, à l'accès, à la rectification et à l'opposition pour des motifs légitimes à l'ensemble des Données traitées par CLIENT conformément aux dispositions loi organique n°2004-63 du 27 juillet 2004 portant sur la protection des données à caractère personnel. Pour toute information, vous pouvez vous adresser à la Direction des Achats Amal.a.hafiani@gsk.com

17. SANCTIONS ET CONTROLE A L'EXPORTATION

17.1. Sanctions

Le **PRESTATAIRE** déclare et garantit qu'il a connaissance, et que dans l'exécution de ses obligations prévues au Contrat, il respectera à tout moment et ne s'exposera à aucune sanction en vertu des règles relatives aux « Sanctions et Contrôle des Exportations » (ex : toute sanction, contrôle des exportations, lois anti-embargo, réglementations, ordres, directives, désignations, licences et décisions de l'Union Européenne, du Royaume Uni, des Etats-Unis d'Amérique et de toute pays ayant juridiction sur les activités réalisées dans le cadre du Contrat)..

Le **PRESTATAIRE** déclare et garantit qu'à tout moment, dans l'exécution de ses obligations issues du Contrat, il n'entreprendra aucune action qui pourrait conduire GSK à enfreindre ou à s'exposer autrement à des sanctions en vertu des « Sanctions commerciales et du Contrôle du commerce »

Le **PRESTATAIRE** ne pourra exiger que GSK fasse ou s'empêche de faire quelque chose, ni ne fournisse une information, qui pourrait être interdite ou pourrait conduire à des sanctions en vertu des « Sanctions commerciales et du Contrôle du commerce ».

GSK pourra résoudre le Contrat avec effet immédiat, à sa seule discrétion, si le **PRESTATAIRE** a enfreint les dispositions des clauses ci-dessus, ou si l'exécution des obligations issues du Contrat par GSK pourrait conduire au non-respect ou à des sanctions en vertu des « Sanctions commerciales et du Contrôle du commerce ». Si GSK met fin au Contrat en vertu de cette clause, cette résolution se fera sans versement d'indemnité et sans préjudice des dommages intérêts ou recours prévus par la loi.

17.2. Exportations

Le **PRESTATAIRE** ne fournira, directement ou indirectement à GSK aucun bien, logiciel, technologie ou service provenant d'un(e) Pays/Personne/Entité faisant l'objet de Sanctions, ou, sans information et consentement préalable de GSK, provenant d'un pays présent sur la liste EO 13599, un pays SSI, ou un pays ou territoire sanctionné (ex : tout pays ou territoire contre lequel les Etats-Unis d'Amérique, l'Union Européenne ou le Royaume Uni ont imposé des sanctions générales ou des interdictions d'importations).

Pays/Personne/Entité faisant l'objet de Sanctions : signifie tout(e) pays, personne ou entité qui fait (i) actuellement l'objet de sanctions administrées par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers (Office of Foreign Assets Control - OFAC) du département du Trésor américain , le Conseil de Sécurité des Nations Unies, l'Union Européenne, le Département du Trésor du Royaume Uni (« Her Majesty's Treasury ») ou toute autre autorité de sanctions (collectivement « Sanctions ») ; (ii) est ou a été dans les 12 derniers mois en violation ou sujet à une investigation pour violation relative aux Sanctions (iii) est détenue majoritairement ou autrement contrôlée individuellement ou collectivement, par une ou plusieurs parties présentes sur la liste des nationaux spécifiquement désignés et des personnes bloquées (« List of Specially Designated Nationals and Blocked Persons ») de l'OFAC ou sur toute liste de personnes désignées par l'Union Européenne, le Royaume Uni ou toute autorité de sanctions compétente.

Le **PRESTATAIRE** doit sur demande, apporter son aide à GSK, notamment en fournissant tout document pertinent relatifs aux transactions, afin de permettre à GSK de respecter l'ensemble des lois et réglementations applicables aux contrôles des exportations, incluant notamment les lois et réglementations applicables aux contrôles des exportations des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union Européenne et du Royaume Uni, et de tout autre pays ayant juridiction sur l'exportation des biens, logiciels, technologie ou services prévue dans le Contrat.

18. LOI APPLICABLE ET CONTESTATIONS

Les présentes conditions générales d'achat sont soumises à la loi Tunisienne. Toutes contestations relatives à l'interprétation ou à l'exécution des présentes relèveront de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Tunis.